



Paris, le

à Mmes et MM. les recteurs d'académie,
MM. les vice-recteurs,
Mmes et MM. les inspecteurs d'académie,
directeurs académiques des services de l'éducation nationale,
M. le chef de service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon,
M. le directeur de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger,
M. le directeur de la Mission laïque française.

Objet : Parlement des enfants 2020-2021

Mesdames, Messieurs,

Au titre de sa mission d'éducation à la citoyenneté, l'école prépare les élèves à respecter autrui, à vivre en société et à devenir des citoyens responsables et libres, conscients des règles et des principes qui fondent la démocratie. Les enseignements et les actions éducatives engagés en ce sens revêtent une importance majeure dans la scolarité des élèves.

Organisé conjointement par l'Assemblée nationale et le ministère chargé de l'éducation nationale depuis 1994, le Parlement des enfants permet à des élèves de CM2 de participer à un exercice démocratique original et d'une grande valeur pédagogique, en travaillant avec leur enseignant à l'élaboration d'une proposition de loi sur un thème de société. L'opération est également ouverte aux classes ou groupes d'élèves d'établissements spécialisés dès lors que la majorité des enfants y participant sont en CM2.

Cette action s'inscrit dans le parcours citoyen de l'élève, visant à la construction d'un jugement moral et civique et à l'acquisition d'un esprit critique et d'une culture de l'engagement.

Pour sa 25^{ème} édition, le Parlement des enfants propose à deux classes de CM2 par circonscription législative d'élaborer leurs propositions de loi sur le sujet de société suivant : « *L'alimentation durable et équilibrée* ».

Il appartient aux inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale et de la jeunesse, de choisir, parmi les classes volontaires, les deux classes qui participeront à l'opération dans chacune des 577 circonscriptions, en privilégiant, dans la mesure du possible, les écoles n'ayant pas participé à la précédente édition du Parlement des enfants.

La proposition de loi sélectionnée par chaque jury académique est ensuite transmise au jury national du Parlement des enfants. Cinq propositions finalistes sont sélectionnées et soumises au vote électronique de l'ensemble des classes participantes : trois propositions sélectionnées parmi celles adressées par les classes de métropole, une parmi celles adressées par les classes ultramarines et une parmi celles adressées par les écoles françaises établies à l'étranger. Celle qui aura obtenu le plus grand nombre de voix sera élue proposition de loi du Parlement des enfants 2020-2021.

Les quatre classes finalistes de métropole et d'outre-mer seront invitées à la fin de l'année scolaire à l'Assemblée nationale pour la proclamation officielle des résultats du scrutin. Pour la classe finaliste des écoles françaises établies à l'étranger, les échanges sous forme dématérialisée seront privilégiés et adaptés en fonction des consignes sanitaires et des contraintes d'éloignement.

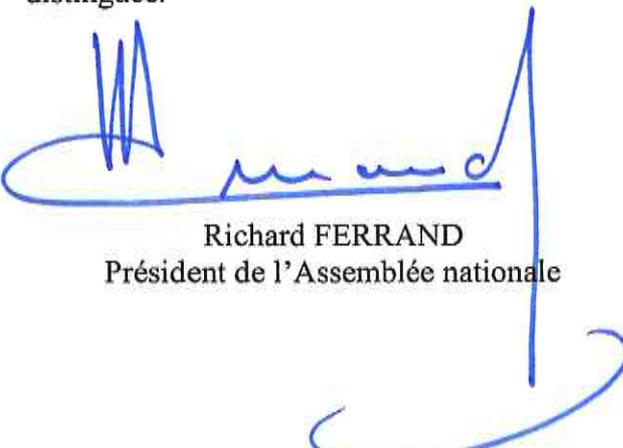
Il revient aux inspecteurs de l'éducation nationale et de la jeunesse et aux référents académiques « mémoire et citoyenneté » chargés de la coordination des opérations d'assurer l'information nécessaire sur l'existence de cette opération et des modalités de participation auprès de l'ensemble des enseignants de CM2, afin que chaque circonscription soit représentée. Nous appelons également votre attention sur l'intérêt que représente, en cours d'année, un échange entre les élèves et leur député.

Vous trouverez ci-joint le calendrier récapitulatif de l'ensemble de l'opération pour l'année 2020-2021. Nous vous remercions de bien vouloir porter une attention toute particulière à sa mise en œuvre et de veiller au respect des délais de l'ensemble des séquences. D'autres informations relatives à l'opération, ainsi que le règlement détaillé, sont disponibles sur le site Eduscol, à l'adresse suivante : <https://eduscol.education.fr/parlementdesenfants>, et sur le site officiel : <http://www.parlementdesenfants.fr/>.

Le calendrier et les modalités de déroulement de cette opération pourront être adaptés en fonction de l'évolution des consignes sanitaires. Le site du Parlement des enfants rendra compte de toute modification et sera mis à jour de façon régulière.

Nous savons pouvoir compter sur votre engagement, indispensable à la réussite de cette nouvelle édition du Parlement des enfants.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.



Richard FERRAND
Président de l'Assemblée nationale



Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale, de la
Jeunesse et des Sports



RÈGLEMENT DE L'OPÉRATION

ÉDITION 2020 - 2021

1. Déroulement

1.1. Information des écoles et des enseignants concernés

L'IA-DASEN de chaque département informe ses services et l'ensemble des équipes éducatives du premier degré de l'existence de l'opération, de ses objectifs, de son organisation et des modalités de participation des classes.

1.2. Participation à l'opération

Il est prévu la participation **de deux classes de CM2 par circonscription électorale** sur la base de la carte de circonscriptions actuelle établie lors des élections législatives de 2012.

1.2.1. Déclaration de candidature

Toutes les classes de CM2 des écoles publiques et privées sous contrat peuvent se porter candidates, y compris les classes à plusieurs niveaux comportant un CM2. Peuvent également se porter candidats les classes ou groupes d'élèves des établissements spécialisés dès lors que la majorité des élèves participant sont en CM2.

L'enseignant qui souhaite participer à l'opération est invité à envoyer sa candidature (s/c de l'IEN de circonscription) à l'IA-DASEN **pour le lundi 16 novembre 2020, dernier délai**. Il explique, en une trentaine de lignes maximum, les raisons pour lesquelles il souhaite participer à l'opération en précisant :

- son adresse électronique ;
- les coordonnées complètes de l'école ;
- le nom de la ou du député(e) et le numéro de la circonscription électorale concernés.

Un outil permettant de déterminer la ou les circonscriptions dans lesquelles se situe une commune ou un canton est accessible à l'adresse : <http://www2.assemblee-nationale.fr/recherche-localisee/carte/France>

1.2.2. Sélection des participants

L'IA-DASEN choisit deux classes par circonscription électorale, après consultation - s'il le juge utile - d'une commission de sélection. Il veille, dans son choix, et dans la mesure du possible, à ce que les mêmes écoles ne soient pas sélectionnées plusieurs années consécutives. **Il revient à l'IA-DASEN la responsabilité de mobiliser au moins une classe pour représenter chacune des circonscriptions de son département. Dès la décision prise, chaque classe doit être informée de sa sélection ou non-sélection.**

1.2.3. Envoi de la liste des classes participantes aux instances nationales

Dans chaque département, la liste des classes retenues est à **renseigner sur le formulaire en ligne** prévu à cet effet, à l'adresse www.parlementdesenfants.fr **pour le lundi 14 décembre 2020, dernier**



délai, à l'aide des codes d'accès transmis préalablement par les services de la direction générale de l'enseignement scolaire.

1.3. Élaboration des propositions de loi par les élèves

1.3.1. Documentation pédagogique

Afin d'aider l'enseignant dans la préparation et l'animation des travaux dans sa classe, l'Assemblée nationale propose dès la mi-novembre le téléchargement de brochures et de documents de présentation de l'Assemblée et du déroulement du Parlement des enfants (« Kit pédagogique », dépliant « Bienvenue à l'Assemblée nationale », bande dessinée « À la découverte de l'Assemblée nationale », calendrier du Parlement des enfants) - sur les sites <https://eduscol.education.fr/parlementdesenfants> et <http://www.parlementdesenfants.fr/>.

Les classes qui le souhaitent peuvent demander à les recevoir par voie postale à l'adresse parlement-enfants@assemblee-nationale.fr.

Les demandes formulées après le vendredi 15 janvier 2021 ne seront pas prises en compte.

1.3.2. Approfondissement possible

Le travail pédagogique peut être utilement complété par une rencontre des classes avec le ou la député(e) de la circonscription.

À l'aide des codes d'accès transmis dès janvier 2021 par les services de l'Assemblée nationale, l'enseignant peut poster des contributions en lien avec son travail préparatoire sur le thème de « *L'alimentation durable et équilibrée* ». **La contribution est une trace écrite rédigée par la classe sur la réflexion menée sur le thème en cours. Elle peut tenir lieu de journal de bord, mais n'est en aucun cas la rédaction de la proposition de loi.**

1.3.3. Envoi des travaux

Sous-couvert de l'IEN de circonscription, l'enseignant doit adresser la proposition de loi à l'IA-DASEN de son département le vendredi 5 février 2021, dernier délai. Aucun de ces travaux ne sera restitué.

L'IA-DASEN est chargé de transmettre les propositions de loi au référent académique « mémoire et citoyenneté » pour l'organisation du jury académique.

La proposition de loi ne doit pas être adressée à l'Assemblée nationale, ni à la / au député(e) dont relève la classe, sous peine que celle-ci soit déclarée irrecevable.

1.4. Sélection académique

1.4.1. Les jurys académiques

Les jurys académiques sont composés de membres désignés par le recteur d'académie. Ils se réunissent **entre le lundi 8 et le vendredi 19 mars 2021 inclus afin de sélectionner une proposition de loi et une seule par académie.**

1.4.2. Critères de sélection

Les jurys académiques seront attentifs à ce que le texte de la proposition de loi sélectionnée respecte les critères suivants.

Sur la forme :

La proposition est **rédigée au présent de l'indicatif**, sur un format A4 (21 x 29,7 cm) et sans insertion de visuels.



Elle comporte :

- **un titre « Proposition de loi visant à ... »** avec mention ci-dessous du nom de l'école et de la classe ayant participé à la rédaction de la proposition ;
- un exposé des motifs d'une page expliquant l'intérêt des dispositions proposées ;
- **quatre articles au maximum également rédigés en une page**

Sur le fond :

La proposition doit :

- être conforme au thème annuel et rendre compte de la réflexion de futurs citoyens sur les problèmes de société ;
- correspondre à une **production réelle des enfants**, respectant leur raisonnement et leur expression ;
- aborder une problématique commune à tout le territoire national ;
- se traduire dans les faits par une action réelle ou une mesure normative en relevant bien du domaine de la loi et non du domaine réglementaire. Ainsi, elle doit pouvoir être retranscrite en l'état et être applicable concrètement.

Un « mode d'emploi » de l'Assemblée nationale sur la distinction entre le domaine de la loi et le domaine du règlement est également disponible pour téléchargement (cf.1.3.1).

1.4.3. Envoi de la sélection académique aux instances nationales

La proposition de loi retenue est transmise par mail par le référent académique « mémoire et citoyenneté » à la fois à la Direction générale de l'enseignement scolaire à l'adresse parlementdesenfants.dgesco@education.gouv.fr et à l'Assemblée nationale à l'adresse parlement@assemblee-nationale.fr, **le vendredi 26 mars 2021, dernier délai.**

Parallèlement, chaque classe doit être informée de sa sélection ou non-sélection par le Directeur académique des services de l'Éducation nationale.

La classe rédactrice de la proposition retenue par chaque académie reçoit de l'Assemblée nationale un prix en espèces pour la mise en œuvre de projets pédagogiques.

1.5. Sélection nationale

La sélection nationale se déroule en deux temps : un jury opère une première sélection puis l'ensemble des classes participantes est appelé à s'exprimer par un vote électronique pour faire son choix parmi les propositions de loi finalistes.

1.5.1. Sélection du jury national

Le jury, composé de députés et de membres désignés par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, se réunit **le lundi 3 mai 2021** pour sélectionner, sans les classer, cinq propositions de loi finalistes :

- 3 propositions parmi celles envoyées par les jurys académiques métropolitains ;
- 1 proposition parmi celles envoyées par les jurys académiques d'Outre-mer ;
- 1 proposition parmi celles adressées par les écoles françaises établies à l'étranger.

Chaque classe est informée par l'Assemblée nationale, de sa sélection ou non-sélection en tant que classe finaliste.

Dès communication de la sélection du jury national, les référents académiques « mémoire et citoyenneté », l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et la Mission laïque française (MLF) sont invités à sensibiliser les classes à la phase finale du vote électronique.



1.5.2. Réalisation d'une vidéo par chacune des cinq classes sélectionnées

À l'issue de la réunion du jury national, l'Assemblée nationale demande aux cinq classes finalistes de réaliser une vidéo afin de présenter leur proposition de loi et de la défendre. Elle leur adresse dans le même temps un formulaire d'autorisation individuelle de droit à l'image à compléter.

La vidéo ainsi que le formulaire sont à envoyer à l'Assemblée nationale à l'adresse parlement-enfants@assemblee-nationale.fr, **pour le mardi 18 mai 2021 dernier délai.**

La durée de la vidéo est fixée à 2 minutes maximum. Celle-ci doit être au format H.264 ou MPEG-4. **La taille du fichier ne doit pas excéder 200 Mo, sous peine de ne pouvoir être mise en ligne.** Un appareil photo numérique, un téléphone portable ou une tablette peuvent être utilisés. Le fond doit être net permettant de bien distinguer les intervenants (pas d'images floutées, ni de zooms incontrôlés). Une qualité sonore optimale est attendue : les voix trop fortes ou trop faibles sont à éviter ainsi que les bruits parasites.

Il est laissé à l'appréciation de la classe le scénario de la vidéo : clip informatif, bande-annonce, reportage... Il doit néanmoins s'inscrire dans la dimension institutionnelle que constitue la présentation d'une proposition de loi.

1.5.3. Vote des classes participantes

Les vidéos associées aux propositions de loi écrites retenues par le jury national sont mises en ligne sur le site www.parlementdesenfants.fr.

Dès le jeudi 20 mai 2021, toutes les classes participantes à l'opération sont invitées à débattre et à voter pour la proposition de loi qui leur semble être la meilleure.

À l'aide des codes d'accès transmis dès janvier 2021 par les services de l'Assemblée nationale, l'enseignant peut exprimer le choix final de sa classe par un **vote électronique** sur l'une des cinq propositions de loi finalistes. **Ce vote doit être enregistré au plus tard le lundi 31 mai 2021 à 12 heures.**

1.6. Réception des classes finalistes

Les cinq classes finalistes reçoivent de l'Assemblée nationale une dotation supplémentaire.

Les quatre classes finalistes de métropole et d'outre-mer sont invitées à la finale à Paris **le mardi 15 juin 2021** sous réserve des contraintes sanitaires et sécuritaires. L'organisation du déplacement de ces quatre classes est assurée par les services de l'Assemblée nationale. Ceux-ci sont chargés de les informer des modalités pratiques. Les frais occasionnés par leur déplacement sont pris en charge par l'Assemblée nationale.

Pour la classe finaliste au titre des Français établis à l'étranger, un temps spécifique d'échange est organisé de façon dématérialisée par les services de l'Assemblée nationale entre la classe et les organes de l'Assemblée nationale dans la semaine du 14 juin. Sous réserve du décalage horaire et des consignes sanitaires, elle est par ailleurs associée à distance aux échanges prévus le 15 juin.

1.7. Proposition de loi et classe lauréate

Les résultats du vote électronique sont annoncés le **mardi 15 juin 2021** à l'occasion de la réception des quatre classes finalistes de métropole et d'outre-mer à l'Assemblée nationale. La classe dont la proposition de loi a recueilli le plus grand nombre de suffrages sera déclarée lauréate de la 25^e session du Parlement des enfants.



2. Situations particulières

2.1. Participation des écoles des outre-mer

Les recteurs et vice-recteurs concernés sont chargés de la mise en œuvre de l'opération. Le calendrier ainsi que les modalités de remontée des informations aux instances nationales sont les mêmes que pour les écoles de la métropole. Si aucun jury académique ne peut se tenir, les propositions des territoires concernées sont directement adressées au jury national qui opérera la première sélection.

2.2. Participation des écoles françaises à l'étranger

Les modalités de participation à cette opération des écoles françaises situées dans les circonscriptions législatives des français de l'étranger sont précisées par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et la Mission laïque française (MLF) aux équipes éducatives concernées au regard des conditions spécifiques définies par le présent règlement.

Dates clés de l'opération

16 novembre 2020 : Date limite d'envoi des candidatures des classes à l'IA-DASEN

16 novembre 2020 : Mise en ligne pour téléchargement des documents pédagogiques sur <https://eduscol.education.fr/parlementdesenfants> et <http://www.parlementdesenfants.fr/>.

14 décembre 2020 : Date limite d'inscription des classes retenues sur le formulaire en ligne

5 février 2021 : Date limite d'envoi des PPL par les classes à l'IA-DASEN

Du 8 mars au 19 mars 2021 inclus : Tenue des jurys académiques

26 mars 2021 : Date limite d'envoi de la PPL académique aux instances organisatrices : parlement-enfants@assemblee-nationale.fr & parlementdesenfants.dgesco@education.gouv.fr

3 mai 2021 : Tenue du jury national

19 mai 2021 : Date limite d'envoi des vidéos des classes finalistes

Du 20 mai au 31 mai 2021 : Vote des classes sur le site www.parlementdesenfants.fr

15 juin 2021 : Réception des classes finalistes de métropole et d'outre-mer à l'Assemblée nationale et échange dématérialisé avec la classe finaliste pour les écoles françaises établies à l'étranger